



Opinions Libres

le blog d'Olivier Ezratty

Séminaire Numérique Grand Emprunt - Part 1

Le gouvernement organisait jeudi 10 septembre 2009 un Séminaire “**Numérique : investir aujourd’hui pour la croissance de demain**” piloté par Nathalie Kosciusko-Morizet, Secrétaire d’Etat en charge de l’économie numérique. C’était le dernier événement du genre depuis les Assises du Numérique organisées par Eric Besson, son prédécesseur, en mai 2008. Mais cette fois-ci, un Premier Ministre s’y exprimait. Cela faisait bien longtemps que cela n’était pas arrivé dans un tel contexte. En exagérant un peu, la dernière remonte aux interventions de Lionel Jospin aux Universités d’Eté de Hourtin en 1998.

L’objectif de ce séminaire était de mettre sur la table les besoins et opportunités d’intégrer l’économie du numérique dans le grand emprunt en cours de gestation. Avec comme cahier des charges, prioriser le financement d’investissements tournés vers le futur, développer l’économie, et correspondre à un investissement “one shot”. NKM ajoutait même : *“des investissements qui favorisent les générations suivantes. Avec en tête le fonctionnement des nouvelles générations et en ne s’appuyant pas seulement sur des critères de choix techniques”*.



Ce séminaire rassemblait plus de 1000 personnes à la Maison de la Chimie, ce qui est pas mal pour un événement monté à partir de juillet dernier et dont les invitations n’ont été envoyées que très tardivement.

La forme contestable

Il y avait un fort contraste dans la posture gouvernementale dans ce séminaire avec un aspect très web 2.0 d'un côté, et de l'autre assez web -2.0 !



Le Web 2.0, c'est NKM qui encourage les participants à débattre sur Internet, notamment via Twitter, où effectivement cela pulsait bien sur les différents orateurs. NKM qui est une des rares adeptes de Twitter au gouvernement, si ce n'est accro, a même pu montrer la teneur de ces débats sur son mobile à Michel Rocard. C'est aussi la présence de quelques bloggeurs, en plus de la presse (ci-dessous, **Ludovic Dubost** et **Daniel Glazmann**, encore plus remonté que moi sur ce séminaire).



De l'autre, c'était un séminaire sans débat avec des intervenants qui passaient les uns après les autres, avec presque aucune animation – sauf pour Hervé Novelli qui s'y est mieux pris, dans le second débat. Trois tables rondes étaient animées par un Ministre passant les plats d'un intervenant à l'autre après une introduction. Elles regroupaient quelques industriels, des représentants d'autorités (CSA, ARCEP) ou organismes divers (Cité des Sciences, Pôles de compétitivité), une éventuelle caution intellectuelle (économistes) et un élu (UMP) impliqué dans le numérique. Les intervenants présentaient parfois les enjeux de leur métier ou organisation mais sans les relier à la question du moment sans être pour autant relancés pour être remis sur

les rails.

La journée était introduite par NKM expliquant le contexte de l'emprunt, et par un speech de Paul Hermelin de Cap Gemini, qui a fait la promo de sa boîte au début de son speech pour quitter la salle après son intervention et ne plus y revenir. Et puis, NKM qui était bien ravie de pouvoir rassembler pareil sérail (deux anciens premiers ministres en plus de l'actuel), concluait la journée avec sa vision des priorités numériques pour le grand emprunt. Priorités bien préparées à l'avance, et pas reliées en apparence à quelque forme de consultation publique que ce soit ni même vraiment aux "débats". Le choix des intervenants correspondait cependant de près ou de loin à celui des priorités.

Bref, sur la forme, c'était vraiment la cata ! Mais bon, Eric Besson s'était essayé au participatif avec les dizaines de débats des Assises du Numérique de l'été 2008 laborieusement consolidés par son cabinet, et le **résultat n'était pas forcément plus probant**. Il reste donc à inventer le juste milieu !... toujours la méthode !

Maintenant, traitons du fond. Je vais ici partir du résultat en couvrant les cinq priorités de NKM pour ce grand emprunt, avec quelques éléments des débats de cette journée, quelques commentaires et recommandations.

Le haut débit pour tous

C'était le premier débat de la journée et celui de plus haute tenue. En effet, on est en plein dans le sujet : le haut débit pour tous requiert des investissements parfois lourds et c'est du "one shot". Mais le diable est dans les détails ! Deux interventions me semblaient au dessus du lot :

- Celle d'**Yves Gassot**, de l'IDATE qui nous mettait en perspective quelques initiatives étrangères : le plan Obama qui vise à stimuler la demande avec \$7B d'investissements dans le haut débit, le plan australien de 20Md€ (100 mbits) mais qui butte sur les conditions d'association des grands opérateurs (Telstra), la forte pénétration du haut débit en Asie liée à forte concentration d'habitants dans les mégapoles. Et de faire quelques recommandations : réussir rapidement le très haut débit dans les grandes agglomérations, (avant 2015), ne pas séparer le haut débit mobile et fixe, ne pas déresponsabiliser les opérateurs privés et concentrer les investissements publics sur le génie civil.



- **Augustin de Romanet**, le DG de la CDC en évoquant les carences des investissements privés, le rôle des collectivités locales qui depuis juin 2004 peuvent jouer le rôle d'opérateur haut débit en respectant des principes d'ouverture, de mutualisation et de neutralité. Avec pour lui un bilan positif : cela a structuré un marché pérenne avec des résultats d'exploitation positifs après 3 à 4 ans d'exploitation et des tarifs de gros moins chers que chez France Télécom (50% à 60% moins cher, et sur 1500 zones d'activité). La concurrence vive a eu du bon ! Le très haut débit est un enjeu de 40Md€ alors que le haut débit pour couvrir les zones "blanches" (non couvertes) est de 2Md€. Il sera difficile à financer le très haut débit, d'autant plus que les collectivités locales ne sont pas plus prospères en ce moment. Il faut une intervention publique pour les 15-20 millions d'habitants qui sont hors des agglomérations. Il propose d'accélérer la couverture des "zones 2" (petites villes), intermédiaires pour accélérer celle de la "zone 3" (zones rurales). Cela augmenterait le nombre d'abonnés, la rentabilité et encouragerait le développement de nouveaux services.

Alors, faut-il mettre le haut débit dans le grand emprunt ? Compte-tenu des critères de l'emprunt cités au début de ce post, je distinguerai deux besoins distincts :

- Equiper en haut débit les zones non couvertes qui ne représentent aujourd'hui moins de 2% de la population (source : **Rapport ARCEP 2008**, page 251). Je pense que cela ne devrait pas être dans le grand emprunt car cela relève d'une priorité politique et sociale (l'équité dans l'accès à Internet), mais est complètement marginal dans son impact économique. Les zones non couvertes sont rurales et il y a peu d'emplois en jeu. Cela aidera quelques toutes petites entreprises à mieux communiquer au plus.
- Développer l'investissement global dans le très haut débit et la fibre. Ça coûte cher, oui. Mais c'est stratégique et cela peut créer des emplois car c'est porteur de nouveaux services innovants (téléprésence, **télévision numérique** haute définition, etc). Et étalé sur plusieurs années, l'investissement privé doit jouer son rôle. De plus, avec le très haut débit, on pourra commencer sérieusement à réduire les déplacements physiques pour privilégier les téléconférences. D'où un impact carbone intéressant.

Mais si le besoin est de 10Md€ et que le grand emprunt ne peut en allouer qu'un au numérique (ce dont on ne sait rien pour l'instant), l'apport sera rikiki ou il faudra inventer le meilleur effet de levier sur les opérateurs télécoms.

La suite dans le **post suivant** au sujet de l'industrie du logiciel et des services. Et mes photos de l'événement sont sur **Picasa Web Album** comme d'habitude.

Le compte rendu officiel des débats est **disponible**. Et le flux Twitter **#emprunt** trace les débats pendant et après le séminaire tout comme les liens sur les autres compte-rendus de l'événement par la presse et les bloggeurs.

Cet article a été publié le 11 septembre 2009 et édité en PDF le 6 septembre 2020.
(cc) Olivier Ezratty - "Opinions Libres" - <https://www.oezratty.net>